

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
Place Bonaventure, portail Sud-Est  
800, rue de La Gauchetière Ouest  
7 ième étage  
Montréal  
Québec  
H5A 1L6  
FAX pour soumissions: (514) 496-3822

## SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Place Bonaventure, portail Sud-Est  
800, rue de La Gauchetière Ouest  
7 ième étage  
Montréal  
Québec  
H5A 1L6

<b>Title - Sujet</b> Entretien Réparation Général Motors	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W0130-14A003/B	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 001
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W0130-14-A003	<b>Date</b> 2014-11-26
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$MTA-309-13003	
<b>File No. - N° de dossier</b> MTA-4-37064 (309)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-12-22</b>	<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Heure Normale du l'Est HNE
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Paradis, Mary	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> mta309
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (514) 496-3874 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (514) 496-3822
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE Garnisons: St Hubert, Courcellette et Ville de Quebec. Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0130-14A003/B

Amd. No. - N° de la modif.

001

Buyer ID - Id de l'acheteur

mta309

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0130-14-A003

File No. - N° du dossier

MTA-4-37064

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Ci-joint des documents de clauses et conditions.

**Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro W0130-14A003/A , datée du 2014-09-10 , dont la date de clôture était le 2014-10-22 , à 14h00 HNE. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux soumissionnaires, aux offrants ou aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande soumissions précédente.**

## **TABLE DES MATIÈRES**

**TITRE : DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES POUR ACHATS DES SERVICES D'INSPECTION, ENTRETIEN, RÉPARATIONS DES VÉHICULES MILITAIRES, TYPE GENERAL MOTORS – CHEVROLET**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
5. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

### **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET D'ASSURANCES**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

## **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
7. Utilisateurs désignés
8. Procédures pour les commandes subséquentes
9. Instrument de commande
10. Limite des commandes subséquentes
11. Limitation financière
12. Ordre de priorité des documents
13. Attestations
14. Lois applicables

### **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
5. Paiement
6. Instructions pour la facturation
7. Assurances
8. Clauses du Guide des CCUA

### **Liste des annexes :**

- Annexe A - Énoncé des travaux  
Annexe B - Base de paiement  
Annexe C - Liste et rapport de vérification d'entretien (spécimen)  
Annexe D - Exigences en matière d'assurance  
Annexe E - Critères d'évaluation obligatoires

**TITRE : DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES POUR ACHATS DES SERVICES  
D'INSPECTION, ENTRETIEN, RÉPARATIONS DES VÉHICULES  
MILITAIRES, TYPE GENERAL MOTORS – CHEVROLET**

**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

**1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |  |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;  |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;   |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;   |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et  |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent:<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, Liste et rapport de vérification d'entretien (spécimen), Exigences en matière d'assurance et Critères d'évaluation obligatoires.

**2. Sommaire**

Requis pour le Ministère de la Défense nationale (MDN) à St. Hubert, Courcellette et la Ville de Québec des services d'un entrepreneur pour chaque destination pour fournir des services d'inspection, d'entretien et de réparation (tels que : des composantes mécaniques, électriques et électroniques, pièces de rechange d'origine et/ou spécifiques) pour des véhicules militaires de type 'Chevrolet'. Ces services seront requis au fur et à mesure le besoin du client.

Les entrepreneurs doivent être localisé dans un rayon de 40 kilomètres de chaque base ci-dessus mentionné puisque le Ministère est responsable du transport des véhicules jusqu'au centre d'affaires de l'entrepreneur. Ceci est dans le but de minimiser le temps non-productif, les pertes financières, l'usure additionnelle sur les véhicules et aussi la réduction de l'empreinte écologique. Détails dans la Demande d'offre à commandes.

L'offre à commandes sera émise pour deux (2) années consécutives à partir de la date de l'émission de l'offre à commandes. Le Canada conservant une option irrévocable de prolonger l'offre à commandes pendant une (1) période supplémentaires consécutive d'une (1) année. Les travaux doivent être complétés conformément à l'Enoncé des travaux – Annexe 'A' et aux termes et conditions stipulés dans le présent document.

Ce besoin ne comporte pas des exigences relatives à la sécurité.

Les offrants doivent fournir une liste de noms ou toute autre documentation connexe, selon les besoins, conformément à l'article 01 des instructions uniformisées 2006.

Pour les besoins de services, les offrants qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire, doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 3 de la Partie 2 de la demande de soumissions.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### **3. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte pas d'exigences relatives à la sécurité.

### **4. Compte rendu**

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2014-06-26) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours  
Insérer : cent vingt ( 120 ) jours

## **2. Présentation des offres**

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

## **3. Ancien fonctionnaire**

### **Ancien fonctionnaire – Besoins concurrentiels**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### **Définitions**

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur les Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- b. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- c. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

**Oui ( ) Non ( )**

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

#### **4. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrans devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrans. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrans.

#### **5. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la Province du Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrans peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrans acceptent les lois applicables indiquées.

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

#### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

- Section I :      offre technique ( deux copies papier)
- Section II :      offre financière ( une copie papier)
- Section III:      attestations ( une copie papier).
- Section IV:      Renseignements supplémentaires ( une copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a)      utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b)      utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1)      utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2)      utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

**Section I :      Offre technique**

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

**Section II :      Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec Annexe 'B' , Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

**Section III:      Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

#### **1.1 Évaluation technique**

Les offres, soumis par écrit, doivent couvrir tous les sujets identifiés dans la section ci-dessous. Pour être considéré, elles doivent comprendre tous les critères identifiés ci-dessous :

##### **A. Critères obligatoires**

Ces critères sont obligatoires et doivent être respectés et accompagnés des documents demandés et qui prouvent dans quelle mesure chacun d'eux est respecté (Voir Annexe 'E' – Critères d'évaluation obligatoires).

##### **B. Méthode d'évaluation technique :**

Seules les offres jugées conformes à toutes les exigences obligatoires seront acceptées et seront évaluées plus en profondeur, conformément aux critères d'évaluation stipulés dans ce document.

Conséquence de non-conformité : Les offres qui ne respectent pas toutes les exigences obligatoires seront jugées irrecevables et ne seront pas étudiées plus en profondeur.

Les informations qui figurent dans l'Annexe 'E' – Critères d'évaluation obligatoires doivent être dûment complétées et soumises à la date et l'heure de la fermeture de cette invitation.

#### **1.2 Évaluation financière**

**1.2.1** Les prix sur Annexe 'B' – Base de paiement, des offres retenus (soit celles qui respectent toutes les exigences obligatoires énumérées dans Annexe 'E' – Critères d'évaluation obligatoires) seront étudiées afin de déterminer les offres les moins-disants.

##### Méthode d'évaluation financière :

Chaque offre sera évalué en fonction du principe du plus bas offrant conformes selon la méthodologie ci-bas, pour chacun des destinations : St Hubert, Courcellette et la Ville de Québec.

Exemple : Pour la région Rive-sud de Montreal (St. Hubert)

Evaluation de prix. (*Prix fictifs utilisés pour cette exemple*)

Période : de l'émission jusqu'au 31 mars 2017. Il y a 3 périodes en tout.

**a. Prix fixes pour l'inspection**

\$ par inspection x \*facteur de pondération (nombre d'inspection) x 3 périodes =  
**total**

\$ 100 x 72 inspections x 3 = \$ 28,800.00

**b. Taux horaires pour les réparations**

\$ par taux horaire x \* facteur de pondération (nombre d'heures) x 3 périodes =  
**total**

\$ 20.00 x 200 heures x 3 = \$ 16,000.00

**c. Pourcentage de majoration ou escompte sur pièces de remplacement sur la plus récente liste de prix de détail suggéré par le fabricant.**

% escompte ou majoration x sur une base de 10,000.00 \$ x 3 périodes = **total**

40% x 10,000.00 \$ x 3 = \$ 16,000.00  
(escompte)

Le prix total de son offre sera : A + B + C = \$ 60,800.00 (pour les 3 années)

\*Les facteurs de pondération pour fin évaluation de prix obtenus des offrants sont les suivants pour les 3 destinations :

Pour l'inspection :

72 inspections pour St. Hubert  
36 inspections pour Courcelette  
42 inspections pour Ville de Québec

Taux horaires pour les réparations :

200 heures pour St. Hubert  
200 heures pour Courcelette  
200 heures pour Ville de Québec

Pourcentage de majoration ou escompte sur pièces de remplacement :

10,000.00 \$ pour St. Hubert  
10,000.00 \$ pour Courcelette  
10,000.00 \$ pour Ville de Québec

## 2. Méthode de sélection

- 2.1 Pour être jugée recevable, une offre doit respecter les exigences de la demande d'offre à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoire (Partie 4, Point 1.1) pour être déclarée recevable.

L'offre recevable avec au plus bas offrant conforme suivant la méthode de calcul décrite dans l'évaluation financière, sera recommandé pour l'émission d'une offre à commandes. On fera cet exercice pour chacun des 3 destinations.

Le Canada réserve le droit d'émettre 3 offres à commandes, donc un (1) offre à commandes par destination.

## PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### 1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

#### 1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### 1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une

coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

## **2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

### **2.1. Statut et disponibilité du personnel**

L'offrant atteste que, s'il obtient une offre à commandes découlant de la demande d'offres à commandes, chaque individu proposé dans son offre sera disponible pour exécuter les travaux dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes, tel qu'exigé par le représentant du Canada, au moment indiqué dans la commande ou convenue avec ce dernier. Si pour des raisons hors de son contrôle, l'offrant est incapable de fournir les services d'un individu identifié dans son offre, l'offrant peut proposer un remplaçant avec des qualités et une expérience similaire. L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes de la raison pour le remplacement et fournir le nom, les qualités et l'expérience du remplaçant proposé. Pour les fins de cette clause, seule les raisons suivantes seront considérées comme étant hors du contrôle de l'offrant : la mort, la maladie, le congé de maternité et parental, la retraite, la démission, le congédiement justifié ou la résiliation par manquement d'une entente.

Si l'offrant a proposé un individu qui n'est pas un employé de l'offrant, l'offrant atteste qu'il a la permission de l'individu d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. L'offrant doit, sur demande du responsable de l'offre à commandes, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, de la permission donnée à l'offrant ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

## **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte pas des exigences relatives à la sécurité.

### **2. Exigences en matière d'assurance**

Voir Annexe 'D' – Exigences en matière d'assurance

## **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

- 1.1** L'offrant offre d'exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

#### **2. Exigences relatives à la sécurité**

- 2.1** Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

#### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **3.1 Conditions générales**

2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

#### **4. Durée de l'offre à commandes**

##### **4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus de la date d'émission de l'offre à commandes en 2014 pour deux ans soit jusqu'en 2016 inclusivement. (*Les dates exactes seront connues une fois que la soumission a pris fin*)

##### **4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire d'un an, à partir du 2016 jusqu'au 2017, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## 5. Responsables

### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Mary Paradis  
Titre : Spécialiste en approvisionnements , par intérim  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Direction : Région du Québec  
Adresse : Place Bonaventure, Portail Sud-est  
800, rue de la Gauchetière ouest, Bureau 7300  
Montréal, Québec (H5A 1L6)

Téléphone : (514) 496-3874  
Télécopieur : (514) 496-3822  
Courriel : mary.paradis@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : *(sera divulgué lors de l'émission de l'offre à commandes)*  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 5.3 Représentant de l'offrant

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_



## **6. Divulgaration proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## **7. Utilisateurs désignés**

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Ministère de la défense nationale  
4820 Leckie,  
St Hubert, Qc

Ministère de la défense nationale  
5<sup>e</sup> Groupe brigade mécanisé du Canada  
Courcellette, Qc

Ministère de la défense nationale  
Détachement Québec 5<sup>e</sup>  
Régiment de la police militaire  
Centre Industriel St. Malo  
1020 rue Vincent-Massey  
Québec , Qc

## **8. Procédures pour les commandes**

Trois (3) offres à commandes seront émises pour ce dossier. Un offre à commandes par destination.

## **9. Instrument de commande**

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, *Commande subséquente à une offre à commandes*.

## **10. Limite des commandes subséquentes**

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 25,000.00 \$ (taxes applicables incluses).

## **11. Limitation financière**

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 1,600,000.00 \$, (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de

travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-06-26), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010C (2014-06-26);
- e) l'Annexe « A », Énoncé des travaux ;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement ;
- g) l'Annexe « C », Liste et Rapport de vérification d'entretien (specimen);
- h) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurances;
- i) l'Annexe « E », Critères d'évaluation obligatoires;
- j) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_, et clarifiée le \_\_\_\_\_ **ou** telle que modifiée le \_\_\_\_\_.

## 13. Attestations

### 13.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

### 13.2 Clauses du Guide des CCUA

M3020C Statut et disponibilité du personnel 2010-10-11

## **14. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

### **1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **2. Clauses et conditions uniformisées**

2010C (2014-06-26) , Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

### **3. Durée du contrat**

#### **3.1 Période du contrat**

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

### **4. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires**

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### **5. Paiement**

#### **5.1 Base de paiement**

Pour les travaux décrits à l'annexe 'A'.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

À condition de remplir de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé **un prix ferme**, selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ , les taxes applicables sont en sus. ( *Ce montant sera inscrit dans les commandes subséquentes* ).

Pour la portion des travaux faisant l'objet d'un prix ferme seulement, le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

## 5.2 Limite de prix

Clauses du guide des CCUA

C6000C Limite de prix 2011-05-06

## 5.3 Clause du Guide des CCUA

H1001C Paiements multiples 2008-05-12

## 5.4 Clauses du Guide des CCUA

A9117C	T1204 - demande directe du ministère client	2007-11-30
C0101C	Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services non commerciaux	2010-01-11

## 6. Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par:

- a. une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;
- b. une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
- c. une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance;
- d. une copie du rapport mensuel sur l'avancement des travaux.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit:

L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Ministère de la défense nationale  
5<sup>e</sup> Bataillon des services du Canada  
Valcartier Garrison, Courcelette, Qc  
*(Voir adresse sur la première page de l'offre à commandes)*

**7. Assurances**

Voir Annexe 'D' – Exigences en matière d'assurance

**8. Clauses du *Guide des CCUA***

B7500C Marchandises excédentaires 2006-06-16

**Annexe « A »**

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**OBJET**

1. Le présent document vise à fournir les exigences générales et particulières relatives à l'exécution des travaux d'inspection, d'entretien et de réparation des véhicules militaires de marque « Chevrolet », pour le compte du ministère de la Défense nationale (MDN) et unités de l'Armée canadienne (AC) localisées aux emplacements indiquées ci-après, le tout sur demande et en fonction des besoins uniquement.

**EMPLACEMENT D'ORIGINE**

2. Les véhicules proviendront de l'une ou l'autre des unités de l'AC localisées dans les régions de :

Régions	Nombre de véhicules	Adresse complète
Rive-Sud de Montréal	72	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE 4820, LECKIE SAINT-HUBERT QC J3Z 1H6
Québec Valcartier	36	5E GROUPE BRIGADE MECANISEE DU CANADA CP 1000 SUCC FORCES COURCELETTE QC G0A 4Z0
Québec St-Malo	42	DETACHEMENT QUEBEC 5E REGIMENT DE LA POLICE MILITAIRE CENTRE INDUSTRIEL ST- MALO 1020 RUE VINCENT-MASSEY QUÉBEC QC G1N 1M8

Pour la Rive-Sud : l'entrepreneur et/ou sous-traitant doit être localisé sur la rive sud de Montréal dans un rayon de 40km de l'adresse identifié ci-haut.

Pour Québec Valcartier : l'entrepreneur et/ou sous-traitant doit être localisé dans la région de Québec dans un rayon de 40 km de l'adresse identifié ci-haut.

Pour Québec Saint-Malo : l'entrepreneur et/ou sous-traitant doit être localisé dans la région de Québec dans un rayon de 40 km de l'adresse identifié ci-haut.

Puisque le Ministère est responsable du transport des véhicules jusqu'au centre d'affaires de l'entrepreneur, nous cherchons un fournisseur qui est localisé près de ses installations dans le but de minimiser le temps non-productif, les pertes financières, l'usure additionnelle sur les véhicules et aussi la réduction de l'empreinte écologique.

## **VÉHICULES**

3. Les véhicules faisant l'objet des présentes sont fabriqués par General Motors (GM), de marque Chevrolet, modèles Silverado ou Sierra modifiés à des fins militaires, sans toutefois s'y restreindre strictement.

**Nota** : Les véhicules ne sont pas considérés comme étant une marchandise contrôlée, mais certaines précautions décrites aux points 8, 9 et aux points 25 et 26, s'appliquent.

## **DESCRIPTION DES TRAVAUX**

### **Généralités**

4. Fournir la main d'œuvre dûment qualifiée pour effectuer l'inspection, l'entretien, et la réparation des composantes mécaniques, électriques, et électroniques, ainsi que les pièces de rechange d'origine et/ou spécifiques pour les véhicules militaires visés.

### **Appel de service d'entretien**

5. L'entrepreneur doit disposé à recevoir chaque véhicule faisant l'objet de travaux d'inspection, d'entretien ou de réparation, dans les quarante-huit (48) heures suivant l'appel téléphonique reçu du représentant désigné du MDN ou au moment approprié convenu avec lui, le cas échéant.

### **Transport**

6. Chaque véhicule sera transporté aller et retour par le MDN jusqu'à la place d'affaires désignée de l'entrepreneur.
- 6.1 À la demande du MDN, un service de navette (de raccompagnement) doit être disponible jusqu'à l'emplacement d'origine (*voir adresses au point 2*)

### **Réception du véhicule**

7. Suivant la réception de chaque véhicule, l'entrepreneur devra remplir un bordereau de livraison et remettre un exemplaire au chauffeur du MDN.

### **Entreposage**

8. L'entrepreneur assume la pleine et entière responsabilité de chaque véhicule reçu pendant la période de séjour à sa place d'affaires (garage, entrepôt, etc.).
9. En dehors des heures régulières de travail, l'entrepreneur doit entreposer chaque véhicule militaire dans un espace d'entreposage extérieur sécuritaire avec accès contrôlé(s), c'est-à-dire dans un lieu clôturé adjacent à sa place d'affaires idéalement muni d'un système d'éclairage adéquat et fonctionnel le soir et la nuit, ou à l'intérieur d'un immeuble.

### **Inspection d'entretien**

10. Dans les vingt-quatre (24) heures suivant la réception d'un véhicule, l'entrepreneur doit :
- 10.1 compléter l'inspection et remplir un rapport d'état avec les recommandations pertinentes, conformément à la *Liste de vérification* en cinquante-cinq (55) points fournie en annexe « C » - Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (spécimen incluse);
  - 10.2 envoyer le rapport d'inspection complété au représentant désigné du MDN avec une estimation détaillée des heures de travail et des pièces de rechange requises pour effectuer les réparations recommandées, le tout à 15 % près du coût total final réel.
- Nota : Le coût des travaux d'inspection, de vérification, et de réparation, comprend les fournitures d'ateliers.

### **Autorisation des travaux**

11. Entendu que le représentant du MDN a la prérogative de contester l'estimation de l'entrepreneur ou de négocier le nombre d'heures estimé ou carrément de refuser de confier l'exécution de certains travaux prévus à l'entrepreneur.
12. L'acceptation de l'offre (estimation détaillée) de l'entrepreneur, le cas échéant, sera confirmée par écrit à l'aide d'un formulaire de commande (le contrat) produit et signé par le représentant désigné du MDN, sur lequel sera inscrit un numéro de référence unique attribué à titre d'autorisation des travaux. Ce numéro doit être indiqué sur la facture subséquente et tout autre document afférent aux travaux sur le véhicule visé.

### **Inspection/vérification d'entretien courant**

13. Les travaux d'inspection et/ou de vérification d'entretien courant comprennent systématiquement un changement d'huile ainsi que le nettoyage et la lubrification des freins avant et arrière de chaque véhicule.

### **Réparation**

14. Suivant la réception de la commande signée du représentant désigné du MDN, l'entrepreneur doit procéder aux réparations stipulées dans les délais fixés.
15. Entendu que le délai d'exécution des travaux est notamment tributaire de la disponibilité des pièces. La date d'achèvement des travaux sera déterminée entre le représentant de l'entrepreneur et celui désigné du MDN. L'entrepreneur s'engage implicitement à respecter l'échéance fixée entre les parties.

### **Modificatif**

16. Si, en cours d'exécution des travaux préalablement approuvés, l'entrepreneur constate que des travaux imprévus ou des pièces additionnelles sont nécessaires par rapport à l'estimé



initial, il doit immédiatement aviser le représentant du MDN, lui fournir une estimation détaillée du coût des travaux et obtenir son approbation écrite avant de procéder à la fourniture des biens et services additionnels requis.

17. Un modificatif à la commande initiale sera produit par écrit et signé par le représentant désigné du MDN pour confirmer l'approbation des ajouts éventuels.

### **Paieement**

18. Le paiement des biens et des services fournis par l'entrepreneur à la satisfaction du MDN sera effectué par l'entremise d'une carte de paiement émise par ARI Financial Services Inc.

19. Dans les cinq (5) jours suivant l'achèvement des travaux, l'entrepreneur soumettra au représentant désigné du MDN à l'adresse prévue une facture détaillée des biens et services fournis, comprenant notamment le numéro de référence de la commande et d'une manière distincte les coûts associés à la main d'œuvre, aux pièces et aux produits fournis, le pourcentage de majoration ou d'escompte applicable, le cas échéant, la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente provinciale du Québec (TVQ).

20. Soumettre la facture à l'attention du représentant désigné du MDN à l'adresse mentionnée sur chaque commande subséquente.

### **Garantie**

21. L'entrepreneur offrira une garantie limitée, pièces et main d'œuvre compris, pour les travaux qu'il a effectué sur chaque véhicule, laquelle sera valide pour une durée à spécifier par l'entrepreneur sur la *Base de paiement* fourni en annexe « B ».

### **EXIGENCES MINIMALES GÉNÉRALES**

22. Les exigences minimales prescrites ci-après doivent être satisfaites par l'entrepreneur avant de manipuler, d'entreposer, d'inspecter et de réparer un véhicule du MDN visé par les présentes.

23. Sans toutefois s'y restreindre strictement, l'entrepreneur doit :

- 23.1 Être un dépositaire autorisé de General Motors (GM), véhicules Chevrolet;
- 23.2 Disposer de la main d'œuvre dûment qualifiée (mécanicien et autres) ainsi que des appareils, des outils, et des équipements nécessaires à la réalisation des travaux d'inspection et de réparations requises;
- 23.3 Avoir accès et être en mesure de fournir les pièces d'origine ainsi que les pièces spéciales pour les véhicules militarisés; et,
- 23.4 Souscrire et maintenir en vigueur une assurance responsabilité civile commerciale, une assurance responsabilité civile automobile, et une assurance des garagistes, d'au moins 2 000 000 \$ chacune par incident.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

24. Entendu qu'aucun minimum de biens et/ou de services à fournir au MDN n'est garanti puisque ceux-ci seront fournis sur demande et en fonction des besoins uniquement.

### **MISE EN GARDE**

25. Les surfaces extérieures des véhicules pourraient comporter des couches de finition qui résistent aux agents chimiques. Lorsque l'on chauffe ces surfaces à plus ou moins 170 degrés centigrades (°C), comme au cours d'une opération de soudage, de découpage, de meulage, de ponçage ou autre qui produit de la chaleur, les liens chimiques se décomposent et peuvent libérer des poussières et des vapeurs toxiques (isocyanates) et des métaux lourds considérés comme étant des déchets dangereux.

26. Les travaux susmentionnés doivent être exécutés dans un endroit bien aéré. Le personnel de l'entrepreneur qui exécute les travaux précités doit être vêtu de vêtements de protection et des accessoires appropriés, c'est-à-dire une combinaison et des gants imperméables, des lunettes protectrices adéquates ainsi qu'un respirateur à pression positive approuvé, sans toutefois s'y restreindre strictement.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Annexe « B »  
BASE DE PAIEMENT**

**IMPORTANT : Vous devez compléter la Base de paiement pour chacun des trois (3) destinations ci-bas :**

**Destination no. 1 : Région Rive-sud de Montréal (St. Hubert)**

**INSPECTION/VÉRIFICATION D'ENTRETIEN**

- B1. Soumettre un prix forfaitaire fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule conformément à l'annexe « C », Liste et rapport de vérification d'entretien (spécimen) incluant un changement d'huile et le nettoyage/ lubrification des freins avant et arrière.
- B2. Le coût des travaux d'inspection, de vérification, et de réparation de chaque véhicule, comprend les fournitures d'ateliers.
- B3. Les prix soumis, chacun applicable pendant l'une ou l'autre des périodes indiquées ci-après, comprennent les frais d'administration et d'opération, les bénéfices marginaux, et la marge bénéficiaire de l'entrepreneur.

**Prix annuel fixe pour la période ferme de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2016**

**a. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

**b. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

**Prix annuel fixe pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

**c. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

**RÉPARATION**

- B4. Soumettre un taux horaire fixe pour la main d'œuvre qualifiée affectée à l'exécution des travaux de réparation, pendant les heures régulières de travail (soit du lundi au vendredi entre 08h00 et 17h00) applicable pour chacune des périodes indiquées ci-après.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Taux horaire pour la période ferme de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2016**

**a. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**b. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**Taux horaire pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

**c. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**PIÈCES DE RECHANGE**

B5. L'entrepreneur fournira les pièces d'origine GM et spéciales militaires au prix coûtant, selon la plus récente liste de prix de détail suggéré par le fabricant :

- a. moins un escompte de : \_\_\_\_\_ % **ou**  
b. plus une majoration de \_\_\_\_\_ %.

**GARANTIE**

B6. Inscrire la période de garantie offerte, main d'œuvre et pièces compris, pour chaque élément suivant :

- a. Pièces mécaniques : \_\_\_\_\_ jours  
b. Pièces électriques et électroniques : \_\_\_\_\_ jours  
c. Pièces de carrosserie : \_\_\_\_\_ jours

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

## **Destination no. 2 : Région de Valcartier (Courcelette)**

### **INSPECTION/VÉRIFICATION D'ENTRETIEN**

B1. Soumettre un prix forfaitaire fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule conformément à l'annexe « C », Liste et rapport de vérification d'entretien (spécimen) incluant un changement d'huile et le nettoyage/ lubrification des freins avant et arrière.

B2. Le coût des travaux d'inspection, de vérification, et de réparation de chaque véhicule, comprend les fournitures d'ateliers.

B3. Les prix soumis, chacun applicable pendant l'une ou l'autre des périodes indiquées ci-après, comprennent les frais d'administration et d'opération, les bénéfices marginaux, et la marge bénéficiaire de l'entrepreneur.

#### **Prix annuel fixe pour la période ferme de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2016**

##### **a. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

##### **b. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

#### **Prix annuel fixe pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

##### **c. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

### **RÉPARATION**

B4. Soumettre un taux horaire fixe pour la main d'œuvre qualifiée affectée à l'exécution des travaux de réparation, pendant les heures régulières de travail (soit du lundi au vendredi entre 08h00 et 17h00) applicable pour chacune des périodes indiquées ci-après.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Taux horaire pour la période ferme de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2016**

**a. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**b. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**Taux horaire pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

**c. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**PIÈCES DE RECHANGE**

B5. L'entrepreneur fournira les pièces d'origine GM et spéciales militaires au prix coûtant, selon la plus récente liste de prix de détail suggéré par le fabricant :

- a. moins un escompte de : \_\_\_\_\_ % **ou**  
b. plus une majoration de \_\_\_\_\_ %.

**GARANTIE**

B6. Inscrire la période de garantie offerte, main d'œuvre et pièces compris, pour chaque élément suivant :

- a. Pièces mécaniques : \_\_\_\_\_ jours  
b. Pièces électriques et électroniques : \_\_\_\_\_ jours  
c. Pièces de carrosserie : \_\_\_\_\_ jours

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

### **Destination no. 3 : Région de Québec (Saint-Malo)**

#### **INSPECTION/VÉRIFICATION D'ENTRETIEN**

B1. Soumettre un prix forfaitaire fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule conformément à l'annexe « C », Liste et rapport de vérification d'entretien (spécimen) incluant un changement d'huile et le nettoyage/ lubrification des freins avant et arrière.

B2. Le coût des travaux d'inspection, de vérification, et de réparation de chaque véhicule, comprend les fournitures d'ateliers.

B3. Les prix soumis, chacun applicable pendant l'une ou l'autre des périodes indiquées ci-après, comprennent les frais d'administration et d'opération, les bénéfices marginaux, et la marge bénéficiaire de l'entrepreneur.

#### **Prix annuel fixe pour la période ferme de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2016**

##### **a. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

##### **b. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

#### **Prix annuel fixe pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

##### **c. Prix fixe pour l'inspection en 55 points de chaque véhicule à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

: \_\_\_\_\_ \$ (taxes applicables en sus)

#### **RÉPARATION**

B4. Soumettre un taux horaire fixe pour la main d'œuvre qualifiée affectée à l'exécution des travaux de réparation, pendant les heures régulières de travail (soit du lundi au vendredi entre 08h00 et 17h00) applicable pour chacune des périodes indiquées ci-après.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Taux horaire pour la période ferme de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2016**

**a. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir de la date d'émission jusqu'au 31 mars 2015**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**b. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2015 jusqu'au 31 mars 2016**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**Taux horaire pour la période optionnelle du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

**c. Taux horaire pour la main d'œuvre qualifiée à partir du 1<sup>er</sup> avril 2016 jusqu'au 31 mars 2017**

: \_\_\_\_\_ \$ l'heure (taxes applicables en sus)

**PIÈCES DE RECHANGE**

B5. L'entrepreneur fournira les pièces d'origine GM et spéciales militaires au prix coûtant, selon la plus récente liste de prix de détail suggéré par le fabricant :

- a. moins un escompte de : \_\_\_\_\_ % **ou**  
b. plus une majoration de \_\_\_\_\_ %.

**GARANTIE**

B6. Inscrire la période de garantie offerte, main d'œuvre et pièces compris, pour chaque élément suivant :

- a. Pièces mécaniques : \_\_\_\_\_ jours  
b. Pièces électriques et électroniques : \_\_\_\_\_ jours  
c. Pièces de carrosserie : \_\_\_\_\_ jours



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**Annexe « C »**  
**Liste et rapport de vérification d'entretien (spécimen)**

*Note : Cette liste comporte l'inspection en 55 points*

Concessionnaire \_\_\_\_\_ # de tél. bureau \_\_\_\_\_ Lieu \_\_\_\_\_

# de Plaque \_\_\_\_\_ # de Série \_\_\_\_\_ Date \_\_\_\_\_

Modèle \_\_\_\_\_ Année \_\_\_\_\_ Kilométrage \_\_\_\_\_

**S - Satisfaisant**

**P - Peut Attendre**

**U - Urgent**

Sécurité et Autres	S	P	U	Commentaires	Prix Pièces & M/O	a
• Ceintures de sécurité						
• Roue de secours et cric						
• Loquet du capot						
• Bourrelets d'étanchéité (Weather Strips)						
• Opération du lave-vitre						
• Lames d'essuie-glace						
• Niveau du liquide de lave-glace						
• État des vitres						
• Klaxon						
<b>Système d'éclairage</b>						
• Phares						
• Feux de stationnement, arrière, arrêt						
• Clignotants avant et arrière						
• Plaque d'immatriculation						
• Lumières intérieures						
<b>Système de charge</b>						
• Condition de la batterie droite						
• Condition de la batterie gauche						
• Condition de la batterie intérieur						
<b>Transmission</b>						
• Vérifier niveau du liquide						
<b>Système de Refroidissement</b>						
• Boyaux et flexibles						
• Vérifier niveau et condition de l'anti-gel						
<b>Moteur</b>						
• Vérifier huile						
• Fuites d'huile						
• Bruyance de moteur						
• Supports de moteur						
• Une mise au point est-elle nécessaire ?						
<b>Courroies</b>						
• Courroies d'entraînement						
<b>Air climatisé/chauffage</b>						
• Vérifier fonctionnement						
<b>Pneus et roues</b>				AV.G. / AV.D. / ARR.G. / ARR.D.		
• Pression des pneus				/ / /		
• État d'usure				/ / /		
• État des roulements				/ / /		

Solicitation No. - N° de l'invitation  
**W0130-14A003/B**  
 Client Ref. No. - N° de réf. du client  
 W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
 File No. - N° du dossier  
 MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
**mta309**  
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Système de freinage	S	P	U	Commentaires	Prix Pièces & M/O	a
• Bandes de fonctionnement - Avant						
- Arrière						
• État d'usure - 25%						
-50%						
-75%						
-À changer						
• Frein de stationnement						
• Maître cylindre ( Niveau du liquide )						
• Flexibles et Canalisations						
<b>Système d'échappement</b>						
• Tuyau avant						
• Tuyau central						
• Tuyau arrière						
• Supports et caoutchoucs						
• Dispositif de recyclage						
• Silencieux						
• Résonateur						
<b>Direction et suspension</b>						
• Ressorts						
• Amortisseurs - Arrière						
• - Avant						
• Rotules - côté roue ( ball joints )						
• Rotules - côté crémaillère ( tie rod ends )						
• Bielle intermédiaire ( relay rod )						
• Bras de renvoi ( idler arm )						
• Bras de direction ( pitman arm )						
• Boîte de direction ( power steering gear box )						
• Flexibles de direction						
• Alignement						
• Cardans						
• Barre stabilisatrice						
• Vérifier niveau d'huile						
				SOUS-TOTAL		
				TAXES T.P.S.		
				T.V.Q.		
				GRAND TOTAL		

Date : \_\_\_\_\_

Conseiller de Service : \_\_\_\_\_

## ANNEXE « D » EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à cette annexe 'D'. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

### **Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
  - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

- d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
- e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
- f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
- g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
- h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer

promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

#### **Assurance responsabilité civile automobile**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
  - b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
  - c. Garantie non-assurance des tiers;
  - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - e. FMPO/SEF/FAQ n° 3 - Avenant relatif à la conduite d'automobiles de l'État;

### **Assurance responsabilité civile des garagistes**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des garagistes d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile des garagistes doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident.
  - b. Responsabilité civile pour des dommages causés au véhicule du client lorsque l'assuré en a la charge, la garde ou le contrôle comprenant une couverture complète avec collisions et dommages (y compris le vol dans les terrains non clôturés).
  - c. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - e. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

#### **Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

#### **Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :**

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W0130-14A003/B  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
W0130-14-A003

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
MTA-4-37064

Buyer ID - Id de l'acheteur  
mta309  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

**Annexe « D »**  
**Critères d'évaluation obligatoires**

Les informations qui figurent cette tableau doivent être dûment complétées et soumises **à la date et l'heure de la fermeture de cette invitation.**

Tous les critères identifiés ci-dessous sont OBLIGATOIRES. Chaque critère doit être respecté et accompagnés d'un texte expliquant dans quelle mesure les critères sont respectés.

A défaut de rencontrer tous les critères obligatoires (a,b et c ), son offre sera déclaré non recevable. Les offres ne seront plus étudiés en profondeur.

**Veillez indiquer les documents ainsi que le ou les numéros de pages de votre offre qui traitent des critères suivantes :**

Critères d'évaluation obligatoires		Commentaires	Document	Nos de pages
a	Les fournisseurs potentiels doivent indiquer l'emplacement des installations où seront effectués les travaux. Ces installations doivent appartenir ou être louées par le fournisseur pour la durée complète de l'entente.	Fournir l'adresse complète du lieu des travaux		
b	Les fournisseurs potentiels doivent être des dépositaires autorisés par la Cie General Motors du Canada.	Fournir une preuve écrite de l'autorisation		
c	Les fournisseurs potentiels doivent fournir des techniciens certifiés par la Cie General Motors du Canada avec minimum 2 années d'expérience	Fournir le nom et le curriculum vitae d'au moins un technicien certifié		